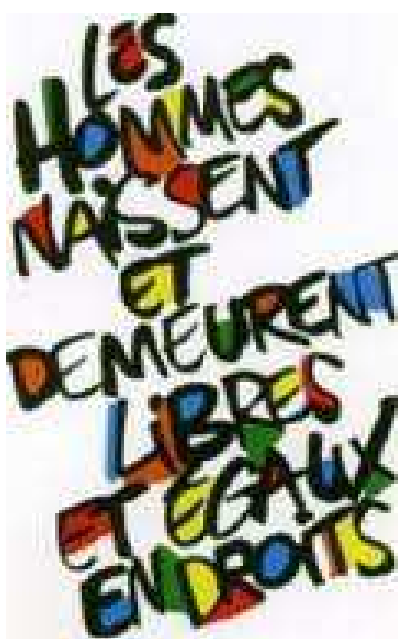


Ligue
des **droits de**
l'Homme



Fédération
de Gironde

**RAPPORT
D'ACTIVITÉS
DE LA LDH
GIRONDE
2013**



L'activité 2013 du comité fédéral de la LDH Gironde a été rythmé par la déclinaison au niveau local de campagnes ou mobilisations en faveur du droit de vote des étrangers extra-communautaires, du mariage pour tous ou encore de la lutte contre le racisme sous toutes ses formes.

Parallèlement, la LDH a été sollicitée soit directement soit à travers ses sections locales pour répondre à des situations particulières ou individuelles : cela concerne bien sûr la régularisation d'étrangers sans papiers mais aussi des demandes émanant de salariés du secteur public confrontés à des dérives autoritaires ou à des formes de harcèlement au travail.

L'activité de la LDH Gironde s'est aussi exprimée par son implication dans plusieurs collectifs locaux, à la fois dans un souci de renforcement de certains partenariats et d'élargissement, correspondant à des champs actuels de remise en cause des droits et libertés (ex : dans le domaine de l'environnement, du développement technologique...).

L'évolution du contexte politique, économique et social n'a pas été de nature à nous rassurer sur les termes attendus du changement annoncé par le Président de la République lors de son élection en 2012.

Si l'action de la LDH Gironde et des sections qui y participent a largement été influencée par le contexte national, elle est aussi clairement en prise avec les problématiques locales et les politiques portées par les pouvoirs publics à l'échelon départemental ou local.

Cette attention aux enjeux locaux a déjà assez fortement mobilisé la fédération et les sections tout au long de l'année 2013, que ce soit en matière d'accès au logement ou à l'hébergement, en matière sécuritaire (ex : vidéosurveillance), de discriminations ou de respect des droits sociaux (ex : EPLE), de racisme ou de xénophobie, de politique d'accueil des étrangers...

Cette attention sera encore plus au cœur de notre action courant 2014, dans l'actualité des prochaines élections municipales de 2014 et dans un contexte de crise qui voit se creuser les inégalités, la pauvreté, la tendance au repli sur soi et à l'intolérance, la banalisation de certaines idées racistes ou xénophobes, la tentation de rejet du politique et de refuge dans diverses formes de communautarismes.

Pour répondre à ces enjeux et aux diverses sollicitations, la LDH Gironde peut compter sur l'appui de ses militants actifs, de ses adhérents et sympathisants. Le bilan à ce niveau reste néanmoins mitigé du fait que la mobilisation effective des adhérents est aléatoire et que l'essentiel de l'activité ne repose que sur un nombre restreint de militants, par un investissement déjà long et parfois éprouvant pour certains d'entre eux. Les objectifs de renforcement de la LDH en Gironde, de renouvellement de ses « forces vives » et d'amélioration de sa visibilité, notamment via les médias locaux, ont également guidé les activités du comité fédéral au cours des années passées. La pertinence de ces objectifs ne se dément pas et devra subsister comme une préoccupation constante tout au long de l'année 2014.

1 – STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ FÉDÉRAL DE LA LDH GIRONDE

Le Comité fédéral LDH de la Gironde rassemble officiellement une dizaine de sections locales :

- ▷ **Arcachon / Val de l'Eyre** (12 adhérents)
- ▷ **Bassens** (section en sommeil : 6 adhérents rattachés)
- ▷ **Bègles/Talence/Villenave d'Ornon** (16 adhérents)
- ▷ **Bordeaux** (69 adhérents)
- ▷ **Carbon-Blanc** (24 adhérents)
- ▷ **Eysines** (section en sommeil : 3 adhérents rattachés)
- ▷ **Graves** (32 adhérents)
- ▷ **Langon** (section en sommeil : 4 adhérents rattachés)
- ▷ **Libourne** (14 adhérents)
- ▷ **Mérignac** (section en sommeil : 6 adhérents rattachés)
- ▷ **Pauillac** (23 adhérents)
- ▷ **Saint Vivien** (41 adhérents)

Adhérents non affectés : 2

Nombre total d'adhérents : 252

Il apparaît à la fois évident qu'à l'échelle d'un département qui compte 1,45 millions d'habitants, le niveau de pénétration de la LDH reste très modéré, soit 0,16/1000 mais comparable à celui constaté au plan national (0,14/1000).

A l'instar du bilan établi l'année précédente, ce constat doit nous inciter à plus de visibilité sur la place publique et à un effort de lisibilité de notre action vis-à-vis du grand public, afin de sensibiliser aussi largement que possible sur les activités locales de la LDH. Il importe aussi de renforcer nos liens auprès de certaines composantes qui ont construit dans le temps la reconnaissance et la force de la LDH : monde judiciaire (magistrats, avocats), de la recherche, élus, opérateurs de l'économie sociale et solidaire... Cette démarche a été entamée en 2013, mais appelle à être systématisée même si elle ne se traduit pas directement et forcément par un retour d'adhésion immédiat. En 2014, il conviendra aussi de travailler sur la manière de « réveiller » les sections en sommeil ou d'établir avec les adhérents qui y sont rattachés des liens plus étroits, ce qui n'a pu être fait courant 2013.

L'année 2013 a aussi été endeuillée par la disparition d'un ardent militant de la section de Bègles-Talence-Villenave d'Ornon, qui a aussi marqué de toute son empreinte, de sa générosité et aussi de ses « coups de gueule » la vie du comité fédéral et de la délégation régionale : Didier TERRIERE. Un hommage lui a été rendu en avril et juin 2013 et l'occasion est ici donnée de saluer son indéfectible implication au sein de la LDH.

La recherche d'une consolidation des liens entre le comité fédéral et les sections locales par des réunions fédérales décentralisées, conformément aux orientations retenues lors de l'assemblée générale du 7 janvier 2012, n'a pas été réitérée, pour des raisons pratiques, en 2013. Il nous appartient de convenir de l'opportunité de reconduire cette démarche courant 2014.

LE BUREAU 2013

Président : Jean-Claude GUICHENEY (section de Bordeaux, par ailleurs membre du bureau du comité régional)

Vice-président(e)s : Brigitte DURAFFOURG (section de Libourne, membre du bureau du comité régional), Claude ESTAY (Carbon-Blanc), Patrick LECOQ (section des Graves, vice-président du comité régional), Jean-Pierre PETIT (section de Pauillac), Danielle ROSIN (section de Bordeaux),

Secrétaire : Jean-Claude BERTRAND (section des Graves)

Secrétaire-adjointe : Annick VERNAY (section de Bordeaux)

Trésorier : Jean-Claude TOLLIS (section des Graves)

Trésorière-adjointe : Isabelle THOMAS (section de Bordeaux)

Autres membres du bureau : Françoise BENEY (présidente section Libourne), Jean CASSET (délégué Arcachon), Michel CAZAUX (délégué section Libourne), Georges CHAUVAUD (section de Carbon-Blanc), Marie-Claude DEGRAVE (présidente section Arcachon), Mireille DELPRAT (présidente section Carbon-Blanc), Jean-Louis DUCLOU (délégué section Saint Vivien), Michèle FERRIERE (section de Bordeaux), Monique HAYS (section d'Eysines), Pierre NEAU (section de Carbon-Blanc), Sylvie KARBIA (présidente section Bègles/Talence/Villenave d'Ornon), Alain PEYS (délégué section Pauillac), Claudine RIEUX (présidente section de Saint Vivien de Médoc), Louis RIEUX (section de Saint Vivien de Médoc), Jean-Claude TESSIER (section d'Eysines), Marie-Christine TOLLIS (présidente section des Graves)

Lors de la réunion fédérale du 23 janvier, il avait été proposé de mettre en place plusieurs sous-groupes thématiques destinés à faciliter la mobilisation et la réflexion collective. Plusieurs groupes ont ainsi été constitués. Certains ont fonctionné. Pour d'autres, l'action a surtout été portée par 1 ou 2 ligueurs, notamment afin de représenter la LDH dans certains réseaux ou collectifs d'associations.

En 2012, nous avons arrêté l'intention de constitution de groupes de travail spécifiques sur plusieurs thématiques (justice/police, logement, santé, handicap, gens du voyage, étrangers, prisons, autres droits économiques et sociaux, droits environnementaux, éducation aux droits fondamentaux, RSE, communication, ressources, colloque). Force a été de constater la difficulté à faire fonctionner ces groupes, faute de temps et d'énergie.

En 2013, certaines de ces activités se sont plutôt déployées au sein de collectifs. Lorsque cela s'est avéré nécessaire, certaines questions exigeant position ont pu être abordées en comité fédéral, via questionnement par messagerie électronique ou par téléphone interposé, par exemple dans le registre toujours très récurrent des droits des étrangers.

Le seul thème ayant donné lieu à la constitution d'un travail collectif liminaire et régulier est celui de la communication avec la préparation du site internet et la programmation de l'émission mensuelle de la LDH en partenariat avec la radio RIG.

2 – ACTIONS 2012

La lutte contre les discriminations et pour l'égalité des droits ont dominé l'activité de la LDH en Gironde au cours de cette année

2.1 LIBERTÉS

Contrôle social et société de surveillance

Le déploiement des systèmes de vidéosurveillance voire de répression (ex : équipement de polices municipales en Taser comme à Libourne) reste un sujet de préoccupation pour plusieurs sections.

Cette question est l'une de celle qui méritera d'être abordée à la faveur des prochaines élections municipales, par exemple sous la forme d'interpellation plus générale des candidats.

Démocratie

L'année 2013 a été dominée par la campagne nationale initiée en faveur du droit de vote des étrangers extra-communautaires, qui a donné lieu à de multiples initiatives sur l'ensemble du territoire national. La pétition lancée en parallèle a recueilli 60 000 signatures. Un collectif girondin a été constitué début 2013, rassemblant plus d'une vingtaine d'organisations (associations, syndicats, partis) au niveau local. Les élus locaux ont été saisi afin d'exprimer leur souhait que ce droit de vote soit rendu effectif pour les élections municipales. Quelques municipalités, de même que le Conseil général et le Conseil régional ont appuyé cette démarche en adoptant des motions en ce sens.

Un meeting unitaire a été organisé à Bordeaux le 22 mars dernier, en présence de Cindy LEONI, présidente nationale de SOS Racisme, et de Vincent REBERIOUX pour la LDH France, qui a rassemblé environ 150 personnes, parmi lesquelles Mme Eva JOLY d'EELV. La section de Lesparre a également organisé une rencontre sur ce thème le 7 juin 2013.

Le collectif a poursuivi ses activités jusqu'au mois de mai (présence à la Fête de l'Humanité) et a été présent au Festival Planète fin août.

L'annonce faite par François HOLLANDE du report d'un vote du Congrès sur cette Question après les élections municipales de 2014 a cependant conduit à une mise en sommeil de ce collectif. Rendez-vous est pris pour 2014 afin d'étudier les prolongements de cette action qui reste d'une totale actualité.

Justice / Police

Nous avons terminé l'année 2012 avec un café-citoyen consacré à la réforme de la procédure du contrôle d'identité, en partenariat avec le SAF et le Syndicat de la Magistrature.

En 2013, avec ces mêmes partenaires, un autre café-citoyen a porté sur le thème de la réforme de la procédure pénale et du projet de loi relatif à la lutte contre la récidive. Nous aurons sûrement l'occasion d'y revenir courant 2014, au moment de l'examen parlementaire de ce projet de loi et des actions conjointes avec au moins les deux syndicats précédemment cités ne sont pas à exclure. L'un et l'autre ont été également invités à participer à notre émission radiophonique mensuelle sur RIG/Aqui FM.

Le suivi de l'affaire d'Adil Lamtalsi, ce jeune réalisateur domicilié en Gironde dont la section de Pessac a suivi plus particulièrement la situation. Ce dernier a pu être rapatrié ... mais pour terminer sa peine dans une prison française (Villepinte). Un nouveau reportage a été consacré à son cas par la station régionale de France 3 qui a été diffusé le 3 juin dernier à l'issue de son transfert en France. Après plus de 5 ans passés dans une prison marocaine et plusieurs mois de prison en France, il semble que les autorités françaises ne soient guère disposées à lui faciliter la tâche ou la réinsertion. Il pourrait bénéficier d'une libération conditionnelle à l'issue d'une décision attendue du tribunal de Bobigny fin janvier pour être renvoyé vers sa famille en Gironde. Mais le Parquet de Bordeaux a déjà fait savoir qu'il ne pourrait être hébergé à Eysines chez ses parents en raison du fait que cette commune serait réputée pour être « une plaque tournante du trafic de drogue ».

Que dire aussi de la situation de Georges Ibrahim Abdallah, membre de la résistance palestinienne et libanaise (FARL) contre l'occupation israélienne, qui est toujours incarcéré en France après une trentaine d'années passées en prison. Malgré le fait de décisions de justice autorisant sa libération conditionnelle, ni le Ministère de l'Intérieur ni celui de la Justice ne semblent disposés à céder sur sa libération. La LDH Gironde est partie prenante du collectif de soutien et a participé tout au long de l'année 2013 à plusieurs rassemblements et débats afin d'attirer l'attention sur cette situation (dont un rassemblement à Lannemezan en octobre 2013). La LDH France a de même exprimé son soutien à cette démarche de libération. En vain pour l'heure.

Liberté de création

La LDH a apporté son soutien au moins indirectement à la liberté de création des acteurs locaux, par exemple à travers le partenariat établi avec la FEPIIA, permettant la diffusion d'artistes ou groupes édités par des labels aquitains lors de l'émission mensuelle de la LDH Gironde « En toutes libertés ». Elle a aussi eu l'occasion de consacrer une édition de son émission mensuelle à la diversité culturelle et aux droits culturels, en invitant Jean-Michel LUCAS, ancien conseiller du Ministre de la Culture auprès de Jack LANG, ancien DRAC Aquitaine et fortement impliqué dans la dynamique culturelle en région.

Mémoire, histoire

Comme chaque année, la LDH Gironde, associée à la fédération girondine de la Libre Pensée et à l'ARAC 33, a marqué le souvenir des « fusillés pour l'exemple » de la guerre de 1914-1918 par un rassemblement qui s'est tenu le 10 novembre 2012. Elle a par ailleurs exprimé sa solidarité avec les républicains espagnols (AAGEF-FFI, Ay Carmela, association des retraités espagnols), notamment à la mémoire de Pablo Sanchez qui sauva, lors d'un acte de bravoure qu'il paya de sa vie, le Pont de Pierre de Bordeaux de la destruction.

Courant 2013 a aussi été l'occasion de relancer le projet de réhabilitation de la tombe de Ludovic TRARIEUX, premier président national de la LDH entre 1898 et 1903. Ce projet devra être impérativement finalisé cette année 2014, qui est la date anniversaire de la 110^{ème} année de sa disparition. Le Conseil général de la Gironde a rejeté nos demandes de financement dont celle faisant suite à l'appel à projets lancé sur le thème « *Associations, à vos mémoires* ». La bonne nouvelle est venue de la dotation annoncée par courrier du député de Bordeaux, par ailleurs président de la CUB, d'un montant de 4 000 €. Les travaux de réhabilitation devront être réalisés cette année 2014, complétés d'une conférence à la mémoire de Ludovic TRARIEUX.

Prisons, lieux d'enfermement

La situation de la prison de Gradignan, qui connaît l'un des taux de sur-occupation les plus élevés de France (170%), reste toujours problématique et peu d'information circule sur le projet de rénovation de cette maison d'arrêt. La section des Graves (Pessac-Gradignan-Canéjan-Cestas) est la plus mobilisée sur ce sujet. La fédération a par ailleurs participé à la projection-débat organisée par la section de Carbon-Blanc autour du film « Au pays des droits de l'homme », portant sur cette thématique des prisons (novembre 2013).

2.2 DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Droit des enfants et éducation

L'année 2013 a été largement dominée par le problème de la prise en charge des mineurs isolés étrangers. Très problématique au cours du premier semestre, cette situation, qui n'est pas spécifique à la Gironde mais qui s'est posée ici en termes aigus, a eu tendance à s'assouplir depuis l'été avec la mise en place des dispositions prévues par l'accord survenu entre le Ministère de la Justice et les Conseils généraux.

Un collectif spécifique s'est mis en place en Gironde, animé notamment par la LDH et le RESF, qui reste très actif et mobilisé. Celui-ci a tenu une conférence de presse le 4 juin 2013 afin d'alerter l'opinion publique sur cette situation. Ceci d'autant qu'un nouveau problème est apparu avec les arrêts de prise en charge de certains mineurs en cours de formation et d'insertion, devenus majeurs.

La section LDH de Carbon-Blanc est par ailleurs étroitement associée à un projet européen « *Comenius* » basé sur la sensibilisation aux droits de l'enfant en direction d'un jeune public et intitulé « We can change our future ».

Ce projet concerne des établissements scolaires répartis dans 8 pays (Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Portugal, Turquie et Royaume-Uni). Pour la France, c'est la maternelle Jacques Prévert de Carbon-Blanc qui participe à ce projet. La LDH est indirectement associée à ce projet (exposition sur les droits de l'enfant organisée en avril 2013).

La LDH 33 a également été sollicitée pour des interventions auprès de lycéens (lycées Saint Louis et Beau de Rochas en avril 2013) ou auprès de jeunes étrangers primo-arrivants (en janvier 2013 dans le cadre d'un projet conduit par O2 Radio), sur les discriminations et sur les libertés.

Développement durable

Dans ce registre, la LDH Gironde s'est encore relativement peu investie sinon en nouant des relations avec certaines associations mobilisées en matière de défense de l'environnement (Greenpeace notamment).

C'est ainsi que la LDH Gironde a été amenée à apporter son soutien et sa présence aux rassemblements en faveur des « 30 de l'Arctique » emprisonnés en Russie et libérés depuis peu.

Economie et travail

La LDH Gironde a poursuivi son soutien aux activités du collectif girondin d'Audit Citoyen de la Dette (ex : conférence débat sur la crise et la dette en avril 2013), même si ce fut de manière moins systématique qu'en 2013 faute de disponibilité.

Plusieurs sections se sont également mobilisées sur la question des travailleurs saisonniers étrangers, dont notamment celle de Pauillac (projection-débat sur le travail saisonnier, esclavage moderne, autour du film « *L'Eldorado de plastique* » de Philippe Bacqué) et celle de Libourne. La section de Pauillac a également organisé une rencontre débat sur le thème de l'agriculture de proximité (juin 2013).

La souffrance et le harcèlement au travail reste une autre actualité brûlante pour la LDH Gironde, avec les prolongements de la situation rencontrée au collège Rayet de Floirac. Plusieurs agents (une gestionnaire et 3 agents techniques) ont subi depuis des mois la pression de leur hiérarchie et ont été contraints à des arrêts maladie à répétition. Plusieurs expertises et avis médicaux ont mis en évidence le lien avec la situation professionnelle. Pourtant, les autorités hiérarchiques (Rectorat et Conseil général) n'ont pas voulu reconnaître la situation d'accident de travail. La seule réponse apportée a été la mutation de l'un des agents dans un autre établissement voisin par le Conseil général, qui a été rendue effective en novembre 2013. Cette mesure a certes permis de mettre un peu d'apaisement dans une situation devenue invivable pour la famille. Mais, faute de reconnaissance de la cause professionnelle, elle est vécue comme une sanction supplémentaire et comme une injustice. Une première expertise de l'un des agents ordonnée par la collectivité avait pourtant conclu à la causalité professionnelle. Suite à quoi, il a été ordonné une nouvelle expertise qui a conclu dans un sens inverse. Résultat : outre les séquelles psychologiques et physiques, s'est ajoutée pour l'un des agents concernés une mutation mal vécue et une

perte sèche de salaire du fait de la succession des arrêts maladie. Après une phase d'écoute et de médiation de plusieurs mois, la LDH et l'un des syndicats impliqués dans le suivi de cette affaire se sont résolus à une médiatisation courant octobre 2013, afin également de répondre à l'insistance des familles. Ce dossier a également donné lieu à des actions judiciaires en lien avec des avocats : plainte au pénal qui a débouché sur une enquête ordonnée par le Procureur de la République (en attente des suites), recours devant la collectivité pour obtenir la reconnaissance d'accident de travail...

La fédération LDH 33 et plusieurs sections ont participé aux manifestations organisées par le mouvement social le 1^{er} mai 2013 (fête du travail).

Égalité femmes-hommes / droits des femmes

La LDH Gironde et certaines sections girondines ont plus particulièrement abordé ce thème courant 2013. C'est notamment le cas de la section de Saint Vivien, lors d'une rencontre débat sur le droit des femmes organisée en partenariat avec l'APAFED et l'association ACV2F.

La LDH Gironde s'est associée également au 50^{ème} anniversaire du Planning familial en novembre 2013 et s'est mobilisée suite à l'apposition d'inscriptions sur le mur de son local, remettant en cause les droits des femmes.

Logement / hébergement

La problématique du logement constitue un axe prioritaire de l'activité de la fédération girondine et de ses sections, qui a donné lieu à une session de formation fédérale en mai 2013.

La LDH participe ainsi activement à certains collectifs : Commission DALO, groupe de liaison « Appel logement » de Gironde et, dans une moindre mesure DAL33.

L'activité la plus soutenue a été celle du collectif girondin « Alerte logement », qui réunit la CFDT, la CGT, la CNL, la Fondation Abbé Pierre, la LDH 33 et l'UDAF 33. La création de ce collectif a été justifiée notamment par le constat de carence de l'offre en logement social et très social sur le département de la Gironde. Plusieurs opérations ont été conduites dans ce cadre : organisation d'un colloque en mars 2013, participation aux travaux d'élaboration du Plan départemental de l'habitat et à des réunions de travail du Plan Local d'Urbanisme de la CUB, rencontres avec des autorités publiques et des bailleurs sociaux... L'activité de ce collectif sera poursuivie en 2014.

La fédération LDH 33 a également participé à des actions ou rassemblements menés par diverses organisations, telles que la CNL (en mars 2013) ou le DAL (en juin 2013, en faveur de l'hébergement de demandeurs d'asile). Elle a apporté son soutien à cette association dont plusieurs militants ont eu à subir des poursuites judiciaires (gardes à vue, saisie des téléphones et des ordinateurs personnels pendant plusieurs mois), suite à l'occupation d'un appartement squatté à Bordeaux.

Elle a participé à la journée-rencontre organisée à Bordeaux par la Fondation Abbé Pierre sur la situation du mal-logement en France (mai 2013).

Par ailleurs, la LDH Gironde reste aussi fortement mobilisée sur la question du relogement des populations Roms (et/ou Bulgares pour la grande majorité) évacuées des squats dans l'agglomération bordelaise et de ce fait soumises à une mobilité contrainte.

Santé et bioéthique

La fédération girondine de la LDH est impliquée dans la Coordination Santé Solidarité Gironde et dans le collectif Notre Santé En Danger.

A ce titre, elle a participé à plusieurs opérations menées par ce collectif au cours de l'année, visant notamment à dénoncer les dépassements d'honoraires (rassemblements en mars 2013), à soutenir certains services hospitaliers publics et leurs salariés (manifestation à Arcachon en mai 2013 et pour Sylvie Delmas en juin 2013).

A la lueur de diverses affaires récentes (dont le Médiateur, OGM, nanotechnologies...), ce sujet de la santé et de la bioéthique soulève plus largement la question du regard citoyen sur les applications des résultats de la recherche scientifique et sur les conséquences démocratiques, sociales et sanitaires d'une forme de pouvoir techno-scientiste, adossé à des intérêts économiques. Cette question est, de plus en plus, au cœur des préoccupations (pour ne pas dire des peurs) d'un nombre croissant de citoyens.

C'est pourquoi la fédération et la section LDH de Bordeaux ont décidé de lancer le projet d'un événement intitulé « Rencontres Emile Durkheim », en partenariat avec l'Université de Bordeaux (sociologie). Un groupe de pilotage a été mis en place et s'est réuni à plusieurs reprises courant 2013. La première édition de cette manifestation avait été programmée le 4 octobre 2013, en présence de Dominique PESTRE (EHESS), François GONON (Université de Bordeaux 2), de sociologues et de François GALZIN (LDH France). Malheureusement, elle a dû être annulée au dernier moment en raison de problèmes de santé du principal intervenant. Elle a été reportée à 2014.

Services publics

Pour la LDH de Gironde la défense de l'accès à certains droits sociaux (éducation, logement, santé) passe par le maintien sinon par le renforcement des services publics. Courant 2013, c'est dans le registre de la défense du service public de santé que la LDH Gironde s'est plus particulièrement impliquée au côté d'autres associations.

2.3 DROITS DES ÉTRANGERS

Immigration, étrangers

Dans ce domaine, outre la campagne menée en faveur du droit de vote pour tous les étrangers, la LDH et les sections girondines ont poursuivi tout au long de l'année 2013 le travail d'accompagnement et d'appui en direction de demandeurs d'asile ou de titre de séjour, mais aussi plus spécifiquement en direction des mineurs isolés étrangers et jeunes

majeurs. Ces dernières situations ont donné lieu à la constitution d'un collectif impliquant plusieurs associations (CIMADE, LDH, RESF...). L'activité de ce collectif a permis de traiter avec succès plusieurs situations individuelles et un suivi attentif est opéré dans le cadre des nouvelles dispositions issues de la convention entre l'Etat et les Conseils généraux, illustrées en Gironde par le transfert à une association (COS) de l'accueil de ces jeunes mineurs isolés.

Par ailleurs, la LDH Gironde a poursuivi son travail avec le collectif « TEMPREF » (témoignages en préfecture), marquées par plusieurs rencontres avec le secrétariat général de la préfecture de Gironde (décembre 2012, janvier 2013, avril 2013, septembre 2013).

L'évolution du dispositif d'accueil en préfecture intervenue depuis mi-octobre 2013 pour les demandeurs de titre de séjour, si elle a permis de limiter les flux d'attente au guichet, s'accompagne encore de dysfonctionnements (ex : retards dans les convocations ou les prises de rendez-vous).

La LDH33 s'est associée à certaines opérations telles que des manifestations de soutien (pour les sans-papiers de Lille en janvier 2013), des conférences de presse (ex : sur la situation de l'asile en France suite à la parution du rapport de la CFDA).

Roms

L'année 2013 a été marquée par le démantèlement et l'évacuation des principaux squats de l'agglomération (Bordeaux-Thiers, Bordeaux-Bacalan, Floirac...), sans pour autant que les conditions de relogement des populations ainsi évacuées ne puissent être assurées ainsi que l'y incitait la circulaire du ministère de l'Intérieur d'août 2012. Environ 400 à 500 personnes, Bulgares pour l'essentiel, sont ici concernées. Une grande partie des familles évacuées ont été contraintes de se déplacer dans l'agglomération. Ces déplacements et la dispersion qu'ils génèrent rendent le suivi social, sanitaire et scolaire difficile pour les associations impliquées (Médecins du Monde, RESF, Scolenfance, LDH...). Certaines communes de l'agglomération ont eu à gérer une arrivée plus ou moins importante de populations Roms (Bègles, Bassens, Ambarès, Pessac). Le dispositif de maîtrise d'œuvre urbaine et sociale géré par l'association COS Quancard pour le compte de la CUB et de la préfecture donne des résultats mitigés (suivi social, régularisations, emploi...). Plusieurs sections girondines ont été mobilisées (Bordeaux, Bègles-Talence-Villenave d'Ornon, Pessac-Graves, Carbon-Blanc).

Racisme, antisémitisme et discriminations

La lutte contre l'homophobie et en faveur du mariage pour tous a dominé les tout premiers mois de l'année 2013. La LDH Gironde a ainsi participé à plusieurs opérations (manifestation en janvier 2013 et Marche des fiertés en juin 2013).

La LDH 33 s'est également mobilisée contre les injures racistes dont la Ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Mme TAUBIRA, a été la cible (manifestations de novembre, dont celle du 30 novembre à laquelle ont participé environ une quarantaine d'organisations locales et 2500 personnes) et a eu l'occasion de s'exprimer sur l'affaire « Dieudonné ».

Au niveau local, la LDH a également contribué à certaines initiatives, telle celle de la section du Bassin d'Arcachon au Barp, en lien avec SOS racisme et Aide & Action, sur le thème du « vivre ensemble » (novembre 2013), suite à plusieurs inscriptions à caractère raciste apposées sur les murs d'un lieu de prière de cette commune.

2.4 SOLIDARITE ET ACTION INTERNATIONALES

Comme chaque année, la LDH 33 (par la section de Pessac-Gradignan-Canéjan-Cestas), a participé à l'organisation du Festival International du Film des Droits de l'Homme de Pessac.

Elle a par ailleurs confirmé son soutien au peuple syrien, à la faveur de rassemblements organisés par l'association Syrie Démocratie 33 (« vague blanche pour la Syrie » en mars 2013).

Certaines sections ont également participé à des opérations durant la Semaine de la Solidarité Internationale courant novembre 2012.

3 – MOYENS ET METHODE

La fédération girondine de la LDH est appelée à répondre à des sollicitations accrues, en dépit de ressources relativement limitées, s'agissant notamment des moyens humains qui reposent exclusivement sur les ressources du bénévolat. La capacité de mobilisation de la LDH se heurte à la fois à un certain manque de lisibilité en raison du caractère généraliste de son champ d'action, ou encore de la « concurrence » d'autres associations à vocation plus spécialisée et qui se sont multipliées au cours des décennies passées.

Le caractère généraliste des domaines couverts par la mission de la LDH s'est en outre étendu avec les évolutions de la société. D'où un risque non négligeable de dispersion et ... d'épuisement. Il appartient néanmoins à la LDH d'occuper le terrain sur lequel elle est pleinement légitime et moins concurrencée (ex : relations justice / police / citoyens, droits civils et politiques) et pour lequel sa marge d'initiative reste importante. Une autre alternative à ce niveau est de prendre place sur de nouveaux terrains de mobilisation en prise avec les préoccupations de la société et assez peu investis (ex : droits du citoyen / sciences / technologies).

Enfin, il importe que la LDH trouve aussi sa juste place au sein de collectifs dans des domaines où son implication est moins « centrale » ou déterminante, tout en exprimant clairement ses positions (ex : droits économiques et sociaux).

Le « dosage » de son implication peut varier au gré des contextes locaux et des intérêts ou des compétences des militants. Il lui est aussi arrivé d'être sollicitée pour un rôle d'arbitrage de différends entre organisations impliquées dans des actions collectives à chaque fois avec un certain succès.

Si elle dispose d'un bureau mis à disposition par le Conseil Général de la Gironde moyennant un loyer réduit (Maison départementale des sports et de la vie associative à Bordeaux), elle ne bénéficie pas d'un véritable local avec vitrine sur rue, ce qui limite d'autant sa visibilité. L'hypothèse d'un local partagé avec d'autres associations oeuvrant dans le champ de la défense des droits reste envisageable mais n'a pas été véritablement approfondie, au-delà de quelques contacts (ex : avec la Cimade). Il est proposé d'étudier plus résolument en 2014 la possibilité de mise à disposition d'un local plus central à Bordeaux, éventuellement à la faveur de certains projets (ex : halle des Douves dans le quartier des Capucins, ou option de « résidences » sur l'année en lien avec certains partenaires...).

Le renouvellement de ses « forces vives » suppose de construire et décliner une stratégie de communication à plusieurs niveaux. Plusieurs actions ont été impulsées courant 2013 en ce sens, mais leur mise en œuvre est également très fortement dépendante des énergies mobilisables.

L'année 2013 a été marquée par deux initiatives importantes :

- **La poursuite de l'émission de radio mensuelle intitulée « *En toutes libertés* »,** sur le réseau de radios locales RIG (agglomération bordelaise), Aqui FM (Médoc), Plage FM (bassin d'Arcachon). Cette émission est diffusée en direct le 4^{ème} vendredi de chaque mois et en différé le lendemain. Elle est podcastée et peut donc être réécoutée.

D'une durée d'1 heure, elle se décompose en 3 volets : regards sur l'actualité (3 ou 4 sujets), un dossier central (« Décryptage ») et un volet d'annonce des principaux rendez-vous à venir. Elle a démarré en avril 2012 et 11 éditions ont été réalisées entre janvier et décembre. Plusieurs thèmes centraux ont été abordés en lien avec des partenaires ou interlocuteurs :

- La dette, quoi encore ? ou la question de la mobilisation citoyenne face à la crise de la dette publique (avec interview de Guillaume DUVAL, rédacteur en chef d'Alternatives Economiques), en janvier 2013.
- Le droit au logement, en présence de Jean-Pierre LABROILLE, animateur du collectif girondin « alerte logement », en février 2013.
- Le droit à la santé, en présence de Bernard COADOU, animateur de la Coordination Santé-Solidarité Gironde, en mars 2013.
- L'état des droits en France, avec une interview de Pierre TARTAKOWSKI, et sur l'état de la justice en présence d'Ivan GUITZ, président du Syndicat de la Magistrature, en avril 2013.
- La situation des mineurs isolés étrangers, avec Danielle ROSIN, Vice-Présidente de la fédération LDH Gironde, et l'évolution de la situation d'Adil LAMTALSI par Jean-Claude BERTRAND, secrétaire de la fédération LDH Gironde, en mai 2013.
- Les droits à l'expression culturelle et à la diversité culturelle, en présence de Jean-Michel LUCAS, ancien conseiller auprès du Ministre de la Culture et ancien DRAC d'Aquitaine, en juin 2013.

- Le collectif Egalité des droits et le festival Planète 2013, en présence de Marie Jeanne MAINHAGU et de Jean-Christophe PARCEILLER, en août 2013.
- Le citoyen face à la science ou la science à l'épreuve du débat démocratique, avec une interview de Dominique PESTRE (EHESS) en septembre 2013.
- Le projet de réforme pénale, en présence d'Isabelle RAFFARD et de Manon WENDLING, du Syndicat des Avocats de France, en octobre 2013.
- Les droits des femmes et l'action du Planning familial, en présence de Nicole BLET, sa présidente en Gironde, en novembre 2013.
- L'émission de décembre, diffusée en différé, a été consacrée à un bilan de l'année 2013.

- **Le lancement du nouveau site Internet de la LDH Gironde (www.ldh-gironde.org)**, devenu opérationnel en septembre 2013, complétant ainsi la page Facebook. Plus convivial, ergonomique et dynamique que le précédent, sa fréquentation reste encore relativement modeste : près de 850 visites pour 750 visiteurs uniques (88%), dont 93% de visiteurs français et une majorité de jeunes ou jeunes adultes (59% de moins de 35 ans), une moyenne de 2 pages vue par visite avec un taux de rebond de 67%.

Le développement de ces outils numériques, comme supports d'information sur les activités de la LDH en Gironde, doit être accentué, notamment afin de déployer la sensibilisation des jeunes publics sur les enjeux actuels et à venir de la défense des droits. A cet égard, il n'est pas inintéressant de relever que la rubrique consacrée aux usages d'Internet est la plus fréquentée du site.

Une formation à l'utilisation de cet outil sera dispensée aux sections, afin de leur permettre d'alimenter les pages du sites correspondant à leurs activités.

4. Partenariats et réseaux

Réseaux ou collectifs : Appel logement (groupe de liaison), CAC 33, collectif de soutien G. Ibrahim Abdallah, collectif « droit de vote des étrangers », collectif girondin contre l'extrême-droite (COGEX), collectif de soutien à Remy Livradoux, CPAD33, DNSI, Mariage pour tous, NSED, RESF, TEMPREF...

Associations et organisations partenaires : Aide & Action, Amis du Monde Diplomatique, Amnesty International Bordeaux, ARAC, ASTI, ATD Quart Monde. ATTAC 33, Ay Carmela, Boulevard des Potes, CFDT33, CIMADE, CLAP, DAL33, CGT 33, CNL, collectif Egalité des droits, COSS33, Emmaus, FARL, FCPE33, FEPIIA, Fondation Abbé Pierre Bordeaux, FSU 33, GENEPI Bordeaux, Greenpeace Bordeaux, Institut de Defense des Etrangers, LGP Bordeaux, Libre Pensee, Maison des femmes Bordeaux, Maison de Simone, Médecins du Monde Bordeaux, Musiques de Nuit, Secours Catholique, SOS Racisme, SUD, Syndicat des Avocats de France 33, Syndicat de la Magistrature 33...



Maison Départementale des Sports
et de la Vie Associative
153 rue David Johnston
33000 BORDEAUX
Tel : 07 77 25 83 17
Mail : www.ldh-gironde.org